Texte d'appel pour un socialisme du 21e siècle.

Le 6 décembre 2014 au congrès du M'PEP, les membres de la tendance « *Faire vivre le M'PEP* » qui avait recueilli 1/3 des voix ont décidé de démissionner, estimant que le vote organisé de bout en bout par la tendance majoritaire a été faussé. De plus ils se refusaient à faire de la gauche le bouc émissaire des échecs du M'PEP depuis six ans et à s'enfermer dans l'autoritarisme et le sectarisme.

Perpétuant les ambitions initiales du M'PEP, notre tendance a décidé de se constituer en une nouvelle organisation qui cherchera à fédérer ceux qui partagent les valeurs de gauche et sont attachés à la souveraineté nationale et populaire.

Pourquoi un nouveau mouvement ?

L'idéologie ultralibérale fait de la recherche du profit le moteur de notre vie publique. Il est temps d'agir pour que le monde qui vient donne à chaque personne le droit de vivre par son travail, qu'il réponde aux besoins de justice, de solidarité, de fraternité, qu'il garantisse aux générations futures la promesse d'un réel avenir. Là doit se situer la base de notre vie politique.

La logique du profit interdit de répondre aux attentes légitimes de la population en termes de santé d'éducation, de nourriture, de soins aux personnes âgées. Parallèlement, 20 % de la population qui pourrait participer par leur travail à la création de richesses sont contraints au chômage. Cette situation est analogue à une immense friche que l'on se refuserait de cultiver pour maintenir le taux de profits sans souci du gaspillage de tant de compétences.

Le chômage est un cancer qui ronge les sociétés européennes. Contrairement à ce que disait un président de la République, tout n'a pas été essayé pour lutter contre le chômage, au contraire tout est fait pour le maintenir à un niveau élevé afin que le patronat puisse faire pression sur les salaires et grossir l'armée de réserve du capital telle que l'a définie Karl Marx.

Notre mouvement veut l'éradication du chômage, de l'austérité et de la précarité, ce qui implique la recherche de leurs causes. Le néolibéralisme, forme actuelle du capitalisme agit conjointement avec les gouvernements pour accroître les profits des entreprises aux dépens des salariés.

Notre mouvement veut militer avec les organisations syndicales qui travaillent en ce sens pour la constitution d'une société de plein-emploi. Seule la société que nous vous appelons à construire et que nous avons nommée le socialisme du 21^{e} siècle peut prétendre assurer durablement le plein-emploi et les besoins vitaux de la population.

Le socialisme que nous voulons ne sera pas la réplique des socialismes du XXe 20^{e} siècle. Il sera démocratique comme tendent de l'être les sociétés d'Amérique Latine évoluant vers le socialisme. C'est la raison pour laquelle nous avons créé le Mouvement pour un socialisme du 21^{e} siècle, le MS21.

Une nation souveraine

L'introduction du Traité de Lisbonne dans la Constitution française interdit à nos gouvernants de décider de mesures nationales non conformes au droit européen. La reconquête par l'Etat de sa monnaie et la libre décision de son budget bien que nécessaires ne suffiront pas àmettre les ressources de la collectivité au service de l'emploi.

Le retour à la souveraineté nationale pourra se faire en accord avec d'autres pays européens prônant la même démarche et sinon par décision unilatérale. L'Etat s'étant donné les moyens de créer les emplois nécessaires dans le secteur non-marchand, il pourra créer les nouveaux emplois répondant à la satisfaction des besoins de la population (santé, éducation, logement, culture, etc.).

Le libre-échange, dogme de l'Union européenne, est l'arme de tous les gouvernements successifs

pour favoriser la rente au détriment de l'investissement productif. Il met en concurrence des travailleurs des pays avancés comme la France avec ceux de pays où la main-d'œuvre est sous-payée, y compris les pays de l'Est et du Sud, membres de l'Union européenne (UE). Nous sommes donc pour la sortie de la France de l'UE et de toutes les autres institutions internationales néolibérales, Fonds Monétaire International, Banque Mondiale et Organisation Mondiale du Commerce. Nous sommes pour le rétablissement de mesures protectionnistes négociées dans un cadre international comme le fut en 1948 la Charte de La Havane. Tant que ce cadre n'existe pas, nous préconisons des accords bilatéraux entre la France et les pays qui le veulent, accords basés sur l'équilibre des balances des paiements. La réindustrialisation de notre pays devrait en être la conséquence.

Sur le plan environnemental, nous dénonçons le concept de croissance s'il n'est pas accompagné de la définition des besoins pour une société respectueuse de l'environnement. Tout autant que le consumérisme actuel, nous dénonçons le productivisme agricole, destructeur de la planète, et encourageons la production et la consommation de produits locaux créateurs d'emplois. Dans l'industrie, nous nous opposons à l'obsolescence programmée et à la destruction de la nature, tout industriel devra remettre en place le paysage à la fin de son activité. La transition énergétique appelle à une politique d'investissement ambitieuse qui relève d'une politique publique et non à des politiques parcellaires sous-traitées et mises en œuvre par le secteur privé.

Notre Mouvement considère que l'idéal socialiste ne peut se réaliser que dans la paix. Il luttera contre les alliances militaires et pour la sortie de la France l'OTAN. Il sera particulièrement attentif aux risques de conflit qui apparaissent en Europe de l'Est, notamment en Ukraine. Il cherchera l'alliance avec les forces qui s'opposent à l'impérialisme occidental, c'est-à-dire les pays se réclamant d'un socialisme du 21^{e} siècle, mais aussi des BRICS et de tous les pays qui luttent pour leur souveraineté effective et travaillent à un monde multipolaire et de paix. Il fera respecter les résolutions des Nations Unies.

Rejoignez-nous.

Notre Mouvement, MS21, souhaite se rapprocher des autres organisations qui poursuivent des buts proches des nôtres, sans sectarisme. Il vise à la re-politisation des citoyens par un développement nouveau des pratiques d'éducation populaire dont le but est la formation à l'action politique citoyenne sous toutes ses formes.

Notre mouvement est en gestation, nos statuts ne sont qu'à l'état embryonnaire. Ils seront à l'image de la société démocratique dont nous rêvons. Si vous faites partie de ces Français qui, dit-on, sont déçus des partis politiques dont le but est la promotion de leurs dirigeants, si vous pensez que la politique est l'organisation de la cité et non la préparation de son prochain mandat électif, alors rejoignez-nous pour ensemble jeter les bases d'une société laïque, œuvrant pour la paix et respectueuse de ses citoyens et de son environnement.